



SOCIÉTÉ

Une inquiétante précarité frappe toujours les 18-25 ans

La Haute-Garonne va expérimenter auprès de 1000 jeunes un « revenu d'existence » pouvant s'élever jusqu'à 500 euros par mois

AUDE BARIÉTY @AudeBariety

JEUNESSE Psychologiquement, scolairement, socialement, financièrement... Pas moins que d'autres catégories de la population, les jeunes ont subi de plein fouet la crise du Covid-19, qui est venue brutalement interrompre leurs projets en tous genres. « Le coronavirus m'a bloqué dans énormément de choses », témoigne Bruno, étudiant lillois. « Au début, j'ai eu l'impression qu'on était un peu les oubliés de la crise, parce qu'on n'était pas une priorité. Mais ensuite, les choses ont changé et pas mal de mesures ont été prises en notre faveur. » Le jeune homme cite notamment « le restaurant universitaire à 1 euro pour tous les étudiants », annoncé en janvier 2021 par Emmanuel Macron, et qui ne concerne plus, depuis la rentrée universitaire, que les étudiants boursiers et « en situation de précarité ».

« C'est dur d'avoir 20 ans en 2020 », admettait ce même Emmanuel Macron en octobre dernier. Un an plus tard, le coronavirus est toujours là, et avoir 20 ans en 2021 n'est pas plus aisé. Les conséquences de la crise sanitaire risquent fort d'affecter les jeunes sur le court, moyen et long terme. « La précarité alimentaire a beaucoup été médiatisée, mais les effets de la crise sont pluriels : orientation revue à la baisse, abandon d'un projet de mobilité, insertion professionnelle parfois impossible, parcours académique durement touché, renforcement des troubles somatiques et psychologiques... », liste Paul Mayaux, le président - récemment réélu - de la Fédération des associations générales étudiantes (Fage). Plusieurs études réalisées depuis l'apparition

du Covid-19 confirment la fragilisation de cette classe d'âge. 72 % des jeunes de 18-25 ans ont rencontré des difficultés financières depuis le début de la crise sanitaire, établissait notamment une enquête menée par Ipsos pour le compte de la Fage en mars 2021.

« Effets d'annonce »

Conscientes de cette réalité, plusieurs collectivités locales ont maintenu, en cette rentrée 2021, des mesures d'aide mises en place dès le début de la crise sanitaire. De son côté, la Haute-Garonne a décidé d'aller plus loin. Le 28 septembre, le département a annoncé le déploiement, à partir de mars 2022, d'une expérimentation consistant à doter 1000 jeunes âgés de 18 à 24 ans, « représentatifs » des 146 163 Haut-Garonnais de cette tranche d'âge, d'un « revenu d'existence ». Pendant un an et demi, les heureux tirés au sort toucheront une somme pouvant aller jusqu'à 500 euros, dégressive en fonction des revenus du foyer fiscal de référence, mais cumulable avec les autres dispositifs d'aide existants. Cette mesure, qui doit encore être validée par le préfet, sera financée par neuf millions d'euros « maximum », puisés dans les fonds propres du conseil départemental.

« La situation des jeunes de moins de 25 ans, exclus du RSA et durement impactés par la crise sanitaire, est plus que préoccupante. Dans ce contexte, nous ne pouvons plus attendre », insiste Georges Méric, le président PS du département. « Il est temps de donner à nos jeunes les moyens d'envisager l'avenir sereinement pour que leur précarité d'aujourd'hui ne conditionne pas leur futur. » Objectifs affichés de ce « revenu d'existence » ? Aider les jeunes à faire face

aux dépenses du quotidien. Mais aussi, sur un plan plus politique, « démontrer les effets d'un revenu de base sur la trajectoire de vie des jeunes » et « obtenir, sur cette base, une loi d'expérimentation nationale avec la création d'un fonds dédié ». Rien d'étonnant pour un département qui milite depuis des années en faveur de la mise en place d'un revenu de base, et dont le président n'hésite pas à fustiger publiquement les « effets d'annonce du gouvernement » sur le sujet du revenu d'engagement jeunes, promis par Emmanuel Macron mais qui tarde à se dessiner. « C'est une manière pour nous de faire bouger les lignes », assume-t-on au conseil départemental. ■

72 %

des jeunes

âgés de 18 à 25 ans
ont rencontré des
difficultés financières
depuis le début
de la crise sanitaire

